Archives orales et histoire des organisations

Archives orales et histoire des organisations

Conférences de l'année 2012-2013

Florence Descamps

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/ashp/1627>

DOI: 10.4000/ashp.1627

ISSN: 1969-6310

Publisher

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Printed version

Date of publication: 1 September 2014

Number of pages: 277-279

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Florence Descamps, "Archives orales et histoire des organisations", *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 145 | 2014, Online since 18 December 2014, connection on 06 July 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1627> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ashp.1627>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2012-2013 : I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?* (premier semestre). — II. *Étude de cas. L'histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle. Les années Mitterrand* (second semestre).

I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel*

L'articulation qui peut exister entre oralité, histoire, mémoire et patrimoine a précocement fait en France l'objet de questionnements de la part des sciences sociales ; elle a donné lieu à des pratiques d'enquête originales, appuyées sur l'innovation technologique en matière de prise de son et d'images. Le premier axe d'étude consiste à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations conservatoires de la parole dès avant le tournant du xx^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées et à étudier les configurations scientifiques et sociales qui permettent leur émergence (archives de la parole, traditions orales, ethnographie et ethnomusicologie, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, enquêtes orales, mémoire orale, patrimoine oral, patrimoine mémoriel, etc.)

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête, qui relèvent clairement des sciences sociales, se sont doublées (ou non) de pratiques de patrimonialisation. Depuis les Archives de la parole créées en 1911 au sein de la Sorbonne jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », élaborée puis installée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée et la mémoire mise en parole se trouvent elles aussi prises dans la « fabrique » du patrimoine. Quel est le rôle de la demande sociale en matière de mémoire ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Quels acteurs se saisissent actuellement de cette demande sociale et cherchent à y répondre ? Quels sont les indices ou les critères qui permettent de parler de *patrimonialisation* de la parole et de la mémoire ? Quelles compétences professionnelles se sont construites pour répondre à cette demande ? Y a-t-il des résistances à ce mouvement ? Peut-on parler d'un patrimoine oral en France ? À quelles conditions peut-on parler d'un patrimoine mémoriel ? La mémoire des membres d'une institution peut-elle constituer un patrimoine ? La mémoire orale archivée constitue-t-elle un patrimoine immatériel ?

Pour appuyer cette réflexion, quatre exemples de collections patrimoniales de témoignages oraux ont été étudiés cette année. Ces collections illustrent la manière dont l'histoire orale est pratiquée aujourd'hui en France, à savoir une extrême variété de méthodes de questionnement (le récit de vie, le récit de carrière, l'enquête thématique), selon la science humaine ou la science sociale mobilisée (histoire, ethnologie,

anthropologie) et selon les objectifs de recherche (histoire d'un territoire, histoire de la mémoire, histoire d'une organisation publique, histoire sociale et culturelle de l'immigration, histoire de l'exil, etc.). Ces quatre expériences illustrent les processus de patrimonialisation en cours. Toutes en effet ont donné lieu à une conservation dans une institution patrimoniale publique, à un travail documentaire de mise à disposition de l'information, à une valorisation scientifique ou culturelle, ainsi qu'à un travail de restitution aux « enquêtés » ou aux témoins. Lors de ces séances d'études de cas, une attention particulière a été accordée aux questions de méthode d'enquête, au choix comparé de l'enregistrement sonore ou du recours à la caméra, et plus spécialement cette année aux questions de valorisation : la valorisation par le texte écrit, la valorisation par la photographie, le documentaire audiovisuel ou le « petit objet multimédia » (POM).

Les quatre collections présentées et étudiées ont été les suivantes : « Les mots sous le lac. Récits d'avant le barrage », par Armelle Faure, ethnologue, qui travaille sur les villages engloutis de Haute-Dordogne ; « Je me souviens de la Méditerranée... Tisser des souvenirs à l'écran », par Maryline Crivello, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Aix-en-Provence ; « D'un bord à l'autre de la Méditerranée. Les entretiens filmés de la BDIC », Rosa Olmos (BDIC) ; « Histoire et mémoire collective d'une institution. Les archives orales filmées de l'OFPRA », par Aline Angoustures, historienne, chef de projet à l'OFPRA.

Le troisième axe de travail est pratique ; il s'inscrit délibérément dans une démarche d'ingénierie patrimoniale et historique et souhaite donner aux étudiants les outils méthodologiques, scientifiques, juridiques, éthiques et réflexifs nécessaires pour répondre à la demande en matière de mémoire et de patrimoine oral. Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 2 de l'université Paris-I, « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »¹, ainsi que par des auditeurs professionnels directement impliqués dans des collectes de témoignages oraux, selon le sujet de la séance.

II. Histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle

Le second semestre est consacré à une étude de cas en histoire orale. Depuis plusieurs années, le séminaire propose des matériaux pour une *histoire du ministère des Finances au XX^e siècle*, à partir de l'apport croisé des sources écrites et des sources orales et à travers la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens économiques, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes.

1. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, gestion de projet, valorisation patrimoniale). Les étudiants du master rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est proposé de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter un projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins une interview réalisée et analysée.

Le questionnement porte sur la *contribution* du ministère des Finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives politiques économiques et financières menées en France. La connaissance ou la *perception* par les différentes directions centrales des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la *culture* politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la *capacité* des services et de leurs responsables à répondre aux impulsions du politique ou à peser dans le processus décisionnel, le choix des *dispositifs et des outils administratifs* destinés à la mise en œuvre des politiques publiques concernées, l'initiative et la marge de manœuvre des acteurs individuels, ainsi que le couple *décideurs / experts* font l'objet d'une attention particulière. Les *doctrines* et le *point de vue* et de chacune des directions techniques du ministère des Finances sont pris en compte et réinsérés dans l'étude du processus de décision, tandis que le rôle et le poids du cabinet dans l'élaboration des réformes sont systématiquement analysés et évalués.

Dans la mesure du possible, le séminaire s'efforce d'organiser, sur un même thème ou sur une même séquence chronologique, le dialogue croisé entre des contributions universitaires et des témoignages oraux des acteurs oculaires directs. Les séances sont enregistrées ; lorsque l'orateur l'autorise, son témoignage est versé dans les archives orales du Comité pour l'histoire économique et financière de la France et il devient consultable par les chercheurs.

Après s'être consacré aux « années Giscard », le séminaire a abordé à partir de 2012 « les années Mitterrand » et s'est focalisé sur la séquence « 1981-1984 : le changement ? ». Adoptant résolument l'histoire orale et une approche micro-historique, il s'est spécialement appesanti sur le moment de mai 1981 ainsi que sur le « tournant de la rigueur » de mars 1983. Mettant en jeu les ruptures et les continuités communément établies, le séminaire s'efforce d'établir une chronologie fine du changement, tout en les mettant en perspective sur une période plus longue (1976-1988). Les témoignages oraux ont notamment permis de mettre en discussion la notion de « tournant de mars 1983 » et de s'interroger sur la construction *mythologique* et *politique* de ce tournant.

Plusieurs *points de vue* ont été restitués. D'un côté, celui de la Rue de Rivoli et de ses grandes directions d'état-major (Louis Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius ministre du Budget, 1981-1983 ; Jacques Delmas-Marsalet, chef du service de législation fiscale, 1978-1982 ; Christian Babusiaux, directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes 1983-1988 ; Bernard Gaudillère, directeur de cabinet d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au budget auprès de Jacques Delors puis de Pierre Bérégovoy ministres de l'Économie et des finances, 1983-1986). De l'autre, celui de Matignon (Robert Lion, directeur de cabinet de Pierre Mauroy, Premier ministre, 1981-1982 ; Jean Peyrelevade, directeur adjoint du cabinet et conseiller économique de Pierre Mauroy, Premier ministre, 1981-1983 ; Daniel Lebègue, conseiller technique auprès de Pierre Mauroy Premier ministre en 1981-1982, directeur du Trésor de 1984 à 1987).

Avec celui de l'Élysée bien connu depuis les travaux de l'institut François-Mitterrand, les deux points de vue croisés de Matignon et Rivoli composent le triangle du processus décisionnel en matière économique et financière.